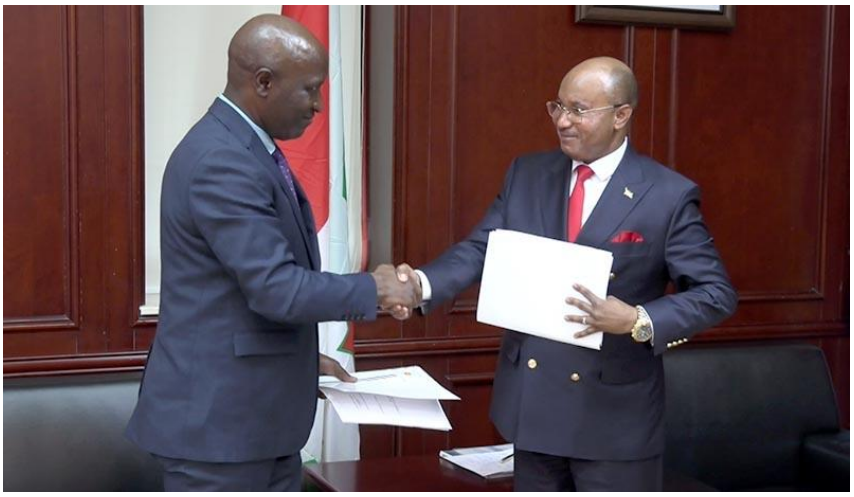
Analyse de la situation de gouvernance pour l'année 2022.

11/01/2023

« Une inflation inquiétante, une gouvernance balbutiante et une corruption enracinée ».



Introduction

PARCEM est une organisation de la société civile bien outillé dans le secteur de la gouvernance. Depuis un certain temps, elle se prête à l'exercice d'observation régulière, de la situation de gouvernance à travers les évènements qui surviennent pendant une période donnée, généralement une année. Elle scrute les faits et gestes des autorités en les comparant avec leurs discours pour en dégager une conclusion sur les vraies intentions du gouvernement.

Pour le moment, la période concernée c'est l'année 2022. Le rapport fait une description des faits, puis fait une analyse pour en comprendre les causes, les facteurs influençant sans oublier les conséquences. Par après une conclusion est dégagée suivie de recommandations pertinentes qui jettent les bases d'une piste de solution pouvant aider les autorités d'inverser la tendance.

I. La description des faits

I.1 *Au niveau économique*

1) Le pays a continué de subir de pleins fouets les conséquences douloureuses de la rareté *des devises*. Cette rareté alimente l'existence de deux taux de change, ce qui handicape les affaires, nourrit la spéculation et bloque le développement du secteur privé tout en entretenant l'inflation.
2) Une inflation record frôlant, les (30%) actuellement 26,8%. Cette inflation plonge des familles entières dans une situation de vulnérabilité notoire, renforce la paupérisation et fait disparaitre le peu de la classe moyenne qui restait.

   Elle frappe les produits vivriers et d'autres d'usage courant. Cela fait le lit de la malnutrition qui avait déjà pignon sur rue. Des produits comme le riz ont vu leur prix doublé ce qui était inimaginable.
3) Une rareté de produits de 1ère nécessitée surtout le carburant et le passport qui persiste malgré les promesses du président d'y trouver une solution idoine. En effet des files d'attente des véhicules continuent à s'observer faisant de la locomotion, un calvaire pour les citadins.

   La rareté du carburant devenue rebelle prouve encore une faible capacité du pays à importer, une mauvaise organisation du circuit d'approvisionnement des produits pétroliers et une faible capacité de stockage. Cette rareté a des conséquences incalculables sur l'économie et annihile ses structures entières.
4) Les infrastructures sont restées dans un état de délabrement totale, (routes nationales) ou routes secondaires limitant ainsi la mobilité des biens et services. Là où le bât blesse aucun projet de construction de barrages n'est arrivé à terme et cela, plusieurs années après le lancement **(Kabu 16, JIJI Mulembwe)**. Cela fait que le pays continue

d'importer d'énormes quantités de carburant alors que les moyens sont limités.

- Bâtiments administratifs insuffisants, manque d'avion pour faciliter les déplacements du Président.
- Faible numérisation (Fible optique).

5) Les finances publiques restent marquées par un endettement colossal frôlant les 3000 milliards BIF (endettement intérieur). Ce montant arrive à la limite supérieure de 60% du PIB. Cet endettement créé une pression sur le marché des capitaux intérieur car l'Etat les assèche au détriment du secteur privé (effets d'éviction).
6) L'assainissement et le redressement des entreprises publiques est toujours problématiques. Leur privatisation ayant échoué, ces entreprises restent sous la coupe de la gestion clientéliste avec des pratiques de bas étages ce qui les enfonce et altère la qualité des services rendues à la population (REGIDESO, ONATEL, SOSUMO).
7) Une lutte contre la corruption annoncée dans le discours mais peu cohérente dans les faits (une multiplication des cas graves de corruption qui restent impunis et sans investigation professionnelles).Le gouvernement se contente à parler des remboursements de l'argent détourné sans montrer les auteurs et le sort qui leur a été réservé. Le principe de déclaration des biens reste non pratiqué.
8) Une gouvernance communale déficitaire : Multiplication des cas de limogeage des administrateurs communaux suite aux actes de mauvaise gestion et de malversation faisant état d'une faible capacité institutionnelle et de leadership compétent pour diriger les communes. Certes l'on notera, le vote de la loi délimitant la nouvelle coupure administrative qui réduit le nombre des communes et de provinces. Malheureusement cette nouvelle coupure n'a pas été précédé par une étude scientifique munie de consultation diverses d'experts pour bien

donner une orientation à cette mesure afin d'avoir des résultats escomptés.

9) Les secteurs porteurs de croissance restent en berne :
   - L'agriculture a été priorisée mais le résultat a été un fiasco. On ne priorise pas un secteur sans lui donner des moyens [engrais, semences, irrigations, recherche, encadrement, équipements, (outillage ou mécanisation)].
   - Le secteur minier est dans l'oubli.
   - Le tourisme reste inexploité.
   - Le café : La production recule et ne fait plus rentrer les devises comme auparavant.
   - L'exploitation de la position de la plaque tournante de notre pays non encore opérationnelle.

I.2 *Au niveau politique*

Les faits saillants qui ont marqué le secteur politique sont les suivants :

1) Un remaniement ministériel qui a couté le poste au 1er Ministre Général Alain Guillaume BUNYONI, sur fond de tension. En effet ce remaniement est intervenu après plusieurs dénonciations du président d'un groupe de comploteurs visant à renverser le gouvernement. On dirait qu'une sorte de dualisme s'était installée au sommet de l'Etat. Ce remaniement a été suivi d'une salve de nominations dans plusieurs postes de l'administration : le 1er gouvernement « Mvyeyi et Nkozi » fut remercié et depuis l'avènement du 2ème, le vocable MVYEYI et NKOZI est rare dans la bouche des dirigeants. Maintenant les yeux sont braqués sur le 2ème gouvernement de NDIRAKOBUCA.
2) Un travail de la CVR (Commission Vérité et Réconciliation) qui évolue en dents de scies. En effet, l'institution devrait canaliser les opinions des burundais dans leur diversité mais l'une des composantes

ethniques garde une perplexité par rapport aux actions de la CVR. Car les crimes qui font objet de débat semblent être sélectionnés sciemment pour incriminer une ethnie contre une autre. Ce qui limite le recouvrement de la cohésion nationale.

3) Une quasi-absence du débat contradictoire au sein des partis politiques sur l'échiquier politique Burundaise. Les leaders des partis politiques sont plus intéressés par des postes à acquérir que les projets de société assortis de programmes politiques à défendre. Cela continue à hypothétiquer l'avenir du leadership politique Burundais.
4) Le monde des médias a été marqué par les récents états généraux de la communication et des médias tenus à Gitega au mois de Novembre 2022 sous le thème : **Jamais sans les médias**. Dans ce conclave, les principaux défis qui hantent le secteur ont été évoqués :
    - ❖ L'existence des médias qui n'accordent pas l'espace à toutes les opinions et qui traitent les informations d'une manière déséquilibré et tendancieuse.
    - ❖ Altération de la qualité des informations dans les médias suite à la disparition progressive du journalisme d'investigation.
    - ❖ Absence d'une stratégie de communication politique pour renforcer la redevabilité des dirigeants et faciliter l'information des citoyens sur les réalisations du gouvernement :
        1°) Faible participation des administratifs dans différents débats organisés.
        2°) Prédominance de la communication avec les portes paroles des ministères.
        3°) Faible communication sur le contenu des documents de référence comme le PND (Plan National de Développement).

- ❖ Manque des moyens par les médias pour couvrir les charges de fonctionnement et paiement de redevance (ARCT), loyers, salaires des journalistes, moyens d'arriver sur le terrain.

Et ils nécessitent une solution appropriée pour que les médias jouent leur rôle dans le système démocratique.

5) Le disfonctionnement institutionnel où les institutions se rentrent dedans dans le processus de décision : au sein de l'exécutif ; Même, entre les 3 pouvoirs (exécutif, judiciaire et parlementaire).
6) Au niveau de la justice : même si il Ya eu la reforme instituant des juridictions à la base sous forme d'Abahuza pour faciliter le règlement des litiges au niveau local, le péché originel reste d'actualité : la politisation dans le choix des membres de ces structures. Cela pourra altérer leur efficacité. Encore plus, ces nouvelles structures sont venus casser une institution qui constitue l'épine dorsale de la culture burundaise dans le règlement des conflits : « Abashingantahe »

   Outre cela, la justice n'est pas encore reformée pour qu'elle joue le rôle d'arbitre et de lutte contre l'impunité :

   - Absence de la haute cour de justice
   - Pas de reconnaissance du pouvoir judiciaire comme 3è pouvoir.

   Les recommandations des états généraux de la justice de 2013 restent reléguées au second plan.

7) Au niveau diplomatique une certaine ouverture diplomatique s'est observée avec la participation du chef de l'Etat dans les conférences internationales : Assemblée Générale de l'ONU, Francophonie, Sommet Etats-Unis-Afrique, conférence sur le climat au Caire en Egypte. Encore plus, l'élection du Burundi à la tête de l'East African Community a remis sur scène la diplomatie burundaise au niveau sous régionales.

Quant aux rapports avec les Partenaires Techniques et Financiers(PTF) le dialogue régulier continue entre le gouvernement et la coopération pour une meilleure reprise effective de l'Union européenne après la levée des sanctions économiques.

I.3 *Au niveau social*

Le coté social a été marqué par des faits suivants :

❖ Education

La tenue des états généraux de l'éducation qui a égrené tous les problèmes qui hantent le secteur et une série de recommandations pertinentes. Mais le paradoxe c'est l'absence d'augmentations des crédits alloués à l'éducation au sein du budget 2022-2023. Ce qui fait que plusieurs des recommandations resteront lettre morte.

❖ La santé

- C'est l'équipement des hôpitaux communaux qui laisse à désirer. Elles ont été construites sans pouvoir les équiper ce qui fait que les services y dépensés ne sont pas de bonne qualité.
- C'est le retard dans le remboursement des subventions de l'Etat aux hôpitaux dans le cadre de gratuités des soins de santé. Ce qui réduit le nombre de services gratuits dont bénéficient les patients.
- L'insuffisance des équipements élémentaires et pertinents en médecine comme des scanners et les couveuses pour nouveaux nés. Ce qui complique la faisabilité de certains examens pour les maladies.
- L'histoire rocambolesque qui continue à secouer l'hôpital KIRA avec toutes les conséquences que cela provoque sur l'image du pays.
- Quant à la sécurité sociale pour la couverture sanitaire, celle-ci reste faible par rapport aux besoins d'où les dépenses catastrophiques au niveau de la santé restent une réalité quotidienne.

- Pour ce qui est de l'hygiène le manque où l'insuffisance de l'eau potable, les perturbations dans son approvisionnement, refont surgir la maladie des mains sales actuellement le choléra en Mairie de Bujumbura.

❖ Le chômage des jeunes

Le chômage des jeunes n'en finit pas, augmente malgré certaines initiatives du gouvernement de création des structures ayant vocation le soutien aux initiatives d'autopromotion des jeunes. En effet dans un colloque d'évaluation de ces mécanismes (Banque des jeunes, le FIGA, PAEEJ,), il s'est avéré des défis insurmontables actuellement liés à la conjoncture qui limitent substantiellement les résultats de leurs actions d'intervention.

D'où, par désespoir, l'on continue d'assister à un départ massif des jeunes vers l'extérieur le plus marquant ayant été l'Europe à travers la Serbie, le Kenya, Zambie, Malawi, Mozambique et Tanzanie.

❖ La fonction publique

Le problème d'harmonisation des salaires inachevé, le difficile blocage des annales pour fonctionnaire depuis 2015 qui accentue le calvaire lié à l'inflation et l'ambitieuse réforme des retraites mais mal étudiée avec risque de sa complète inapplicabilité (maintien du dernier salaire du fonctionnaire pendant la retraite), sont devenus un cauchemar inspirant de l'obsession chez les fonctionnaires. En effet, le gouvernement continue à souffler le chaud et le froid et les fonctionnaires ne savent plus sur quel pied danser.

I.4 *Au niveau sécurité et droits de l'homme.*

PARCEM fait une observation régulière sur la gouvernance sécuritaire et des droits de l'homme car après tout, le droit à la vie et à la liberté constituent les droits inaliénables de l'homme le rapport fait état des pratiques suivants ***:***

1) Une violence citoyenne en grande partie conjugale, ou liée sur les problèmes fonciers conflits sociaux mineurs ou d'autres mais qui paradoxalement arrivent à la perte des vies humaines.
2) Des corps sans vie mais dont les auteurs du crime ne sont pas identifiés.
3) Les abus de l'administration liés à l'exigence des paiements et contribution non prévus par la loi et à la participation par force de la population dans les activités festives.
4) Une brutalité policière où même les citoyens perdent la vie.
5) La violation du droit à la propriété manque d'indemnisation aux propriétaires fonciers dont les propriétés ont été réquisitionnées par l'administration.
6) Outre l'administration, les abus des jeunes Imbonerakure, se font toujours entendre même si leur nombre a diminué par rapport aux années antérieurs. Mais des cas où des jeunes IMBONERAKURE torturent, terrorisent ont été signalés.
7) Quant à l'intolérance politique, elle reste le péché originel de l'administration locale. Les activités organisés par l'opposition surtout le CNL sont parfois interdits ou perturbés par l'administration.
8) Les arrestations arbitraires se multiplient et la population pénitentiaire est de 12143 avec une majorité des prévenus de 6574 et les condamnées 5469. D'où au lieu de baisser la population pénitentiaire augmente, elle était autour de 10.OOO en 2020.

   Ce qui est visible, la police fait un effort de dévoiler les identités des criminels qui font le vol d'escroquerie et à main armée. Mais très rare de nous parler les auteurs des crimes de sang**.**

Encore plus, suite à l'impunité des crimes de sang, des citoyens développent un réflexe de porter atteinte à la vie des autres même pour des cas de conflits mineurs. Ex : « une dette de 1000Fbu » suffit pour enregistrer une perte humaine.

II. Conclusion

II.1 Défis identifiés

Après l'analyse profonde de la situation, PARCEM constate deux grands défis :

1. Manque de vision

Le manque de vision et de plan opérationnel pour orienter le développement économique la fenêtre d'entrée de la vision. Les recommandations du Forum économique de Novembre 2021 ne sont pas sortis et les documents de référence élaborés sont multiples et désorientent les planifications :

❖ **Au niveau National**

- Vision 2025
- Plan National de Développement (2018-2017)
- Plan Burundi émergent d'ici 2040.

❖ **Au niveau international**

- Les objectifs de développement durable des nations unies
- Agenda 2063 pour l'Afrique.

2. Problème de gouvernance

La mauvaise gouvernance, la corruption, les malversations économiques, le manque de transparence dans la gestion de la chose publique deviennent de plus en plus **le péché originel** dans notre pays avec des conséquences graves.

Comme : Détournement et enrichissement illicite d'une poignée d'hommes.

- Infrastructures mal construites ou retard dans l'exécution des projets.
- Altérer la qualité et la capacité des institutions et partant des services publics.
- Alimente l'inflation.
- Fait éclairer toutes les politiques initiés.
- Consacre la mauvaise gestion budgétaire.
- Limite la mobilisation des financements extérieures et la confiance des investissements étrangers.

III. Recommandations

De cette analyse deux grandes recommandations se dégagent :

- **Doter le pays d'une vision servant de trajectoire** tout en précisant la fenêtre d'entrée à partir des potentialités dont dispose le pays afin de galvaniser et bien orienter les investissements.
- **Asseoir un nouvel ordre de gouvernance** centré sur le renforcement de la lutte contre la corruption et les malversations économiques.
- **Le renforcement de la transparence budgétaire** :
  - Participation du public
  - Transparence
  - Renforcer le contrôle
- **Le fonctionnement institutionnel et démocratique.**

N.B : - Le détail des recommandations pratiques se trouve dans les documents sortis annuellement.

- Quant à la méthodologie elle est contenue dans le plan de relance économique publié en novembre 2022.